

Afrique / Diplomatie économique : le Quai d'Orsay en partenariat avec le Cian pour échanger sur l'après Cop 21

Directeur général adjoint du département Afrique du ministère des Affaires étrangères et du développement international (Maedi), ancien conseiller économique et commercial, notamment en Afrique du Sud et en Algérie, avant d'être ambassadeur en Islande, **Marc Bouteiller** avait une grande ambition en créant le **Comité des opérateurs en Afrique (COA)** : « réunir l'intégralité des opérateurs publics et privés sur le continent ».

Au regard de la deuxième réunion, le 21 janvier, le pari est gagné. A peine six mois après le premier du genre (juillet), organisé avec l'appui du Mouvement des entreprises de France (Medef), le deuxième COA, préparé avec le Comité français des Investisseurs en Afrique (Cian)*, accueillait de grands noms des secteurs publics et privés autour du thème choisi : « l'Afrique post Cop21 ». Un thème logique pour **Rémy Rioux**, secrétaire général du Maedi, qui ouvrait les débats.

De l'Afrique du Sud au Maroc : un continent « impliqué »

« Pendant la conférence, le groupe Afrique a plaidé pour un accord universel différencié, devant prendre en compte ses besoins en matière d'assistance et technique, et ambitieux, ce qui était particulièrement important notamment pour les petites îles », s'est ainsi félicité le numéro deux du Quai d'Orsay, quelques heures avant de s'envoler pour la Suisse avec **Laurent Fabius** qui participait à la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos (20-23 janvier). Preuve en est, pendant la XXIe Conférence des Nations Unies pour les changements climatiques (Cop21), en décembre dernier, « la présidence du G77 assurée par l'Afrique du Sud et des pays les moins avancés par l'Ouganda », a clôturé, pour la France, l'ambassadeur **Philippe Coste**, adjoint de Laurence Tubiana, représentante spéciale du gouvernement français pour la Cop21.

Preuve en est encore : après le coup de marteau de Laurent Fabius à Paris, scellant le sort de l'accord intergouvernemental sur le climat, la France assurera la présidence de la Cop jusqu'en novembre, avant de passer le témoin au Maroc. Un pays déjà très avancé en matière d'énergies renouvelables, a démontré **Saïd Mouline**, président de la Commission Énergie, environnement et économie verte de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) : « il y a quinze jours, par exemple, nous avons encore décidé d'installer 850 MW en éolien. Et le coût sera de 3 cens par kilowatt, ce qui montre que les renouvelables, c'est rentable », affirmé le représentant du patronat marocain.

Le deuxième COA comportait cinq tables rondes dont la liste des participants est significative de l'intérêt porté aux marchés du continent dans des domaines divers et à un haut niveau. 1/ la première sur la ville, animée par **Gérard Wolf**, président de la Task Force Ville durable du Medef, avec **Pascal Jolly**, directeur Afrique d'Egis, et **Babacar Diba**, directeur général Afrique d'Itron

2/ la deuxième sur les énergies, animée par **Momar Nguer**, directeur Afrique de Total Marketing & Services, avec **Valérie Levkov**, directrice Afrique d'EDF, et **Jean-Louis Bal**, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER)

3/ la troisième sur les formations, animée par **Étienne Giros**, président délégué du Cian, avec **Armelle Dufour**, directrice Executive Education HEC Paris, et **Ababacar Mbengue**, président fondateur de la Société africaine de management (Sam)

4/ la quatrième sur l'agriculture, animée par **Jean-Marc Gravelini**, vice-président Afrique de la Compagnie fruitière, avec **Bachir Diop**, directeur général de Sodefitec, et de **Serge Michailof**, chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris)

5/ la cinquième sur les financements, animée par **Jean-Pierre Marcelli**, directeur Afrique de l'Agence française de développement (AFD), avec **Dominique Lebastard**, représentant spécial de la direction générale du Trésor à la Cop 21, et de **Jean-Michel Debrat**, directeur général d'Africa France.

Fort de la réussite des deux premières éditions, Marc Bouteiller a déjà annoncé la troisième édition du COA. Ce sera le 7 juillet prochain et, après le Medef et le Cian, la direction Afrique du Quai d'Orsay l'organisera avec la **CCI Paris Ile-de-France**, poursuivant ainsi le tour de tous les partenaires concernés.

François Pargny

* Le Cian est un partenaire du Moci qui publie chaque année son rapport sur « les entreprises françaises et l'Afrique » (cliquer [ici](#) pour accéder au rapport Cian 2016). « Villes africaines : nouveaux pôles de dynamisme et d'innovation », est d'ailleurs le thème du [forum Afrique](#), organisé le 5 février, par Le Moci et le Cian.